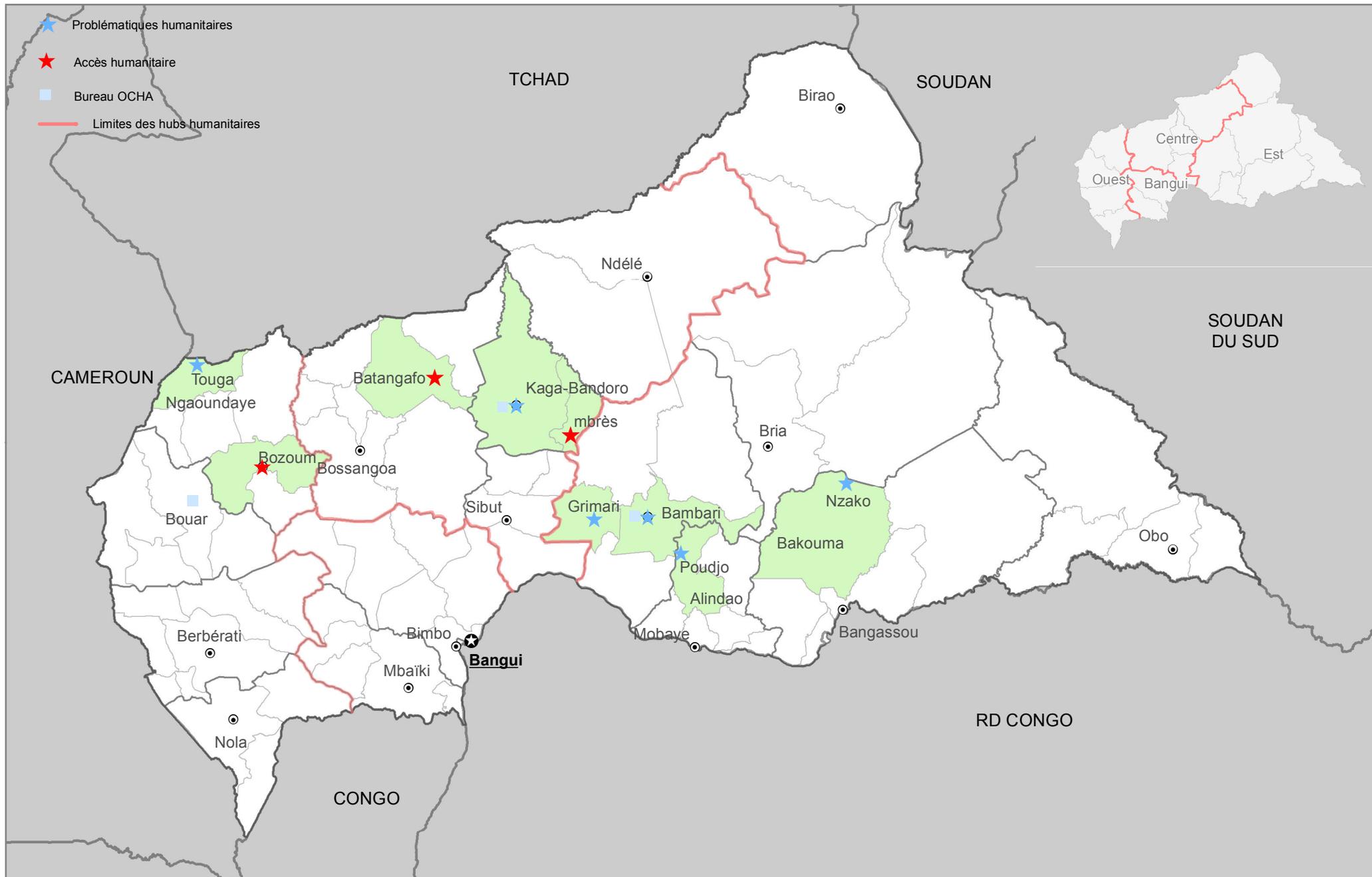


Zone	Aperçu humanitaire du 2 au 9 janvier	Période à venir Du 10 au 16 janvier
<p>Zone Centre</p>	<p style="text-align: center;">Préfecture de la Nana-Gribizi / Sous-préfecture de Kaga-Bandoro</p> <p><u>Mouvements de population / Retour</u>: Le processus de relocalisation volontaire des personnes déplacées sur le site de Lazare a été suspendu en raison des réticences d'une partie de ces personnes et de la perception qu'elles ont de la situation sécuritaire. La moitié des 12 abris communautaires du site Lazare qui devaient s'installer les personnes déplacées ont été vandalisés par des inconnus entre le 15 décembre 2016 et le 3 janvier 2017. En dépit d'une série d'incidents de sécurité et d'actes de vandalisme commis sur ce site, 10 ménages ont clairement manifesté leur souhait de rejoindre ce site au plus vite. Parallèlement, les activités d'aide à la reconstruction des maisons détruites dans les quartiers de retour reprendront la semaine prochaine. En novembre 2016, sur les 19 522 personnes qui s'étaient déplacées autour de la base de la force internationale, 56% avaient manifesté la volonté de retourner rapidement dans leurs quartiers d'origine. A la mi-décembre 3 755 personnes étaient déjà retournées dans les quartiers du sud de la ville de Kaga Bandoro.</p> <p style="text-align: center;">Préfecture de la Nana-Gribizi / Sous-préfecture de Mbrès / Mbrès</p> <p><u>Education</u> : Depuis le mois de décembre et le début des affrontements entre groupes armés au niveau des villages de Morouba et de Bakala dans la préfecture de l'Ouaka, la localité de Mbrès est devenue un point de ralliement où la coalition armée se regroupe. Cette dernière occupe les bâtiments publics de la ville notamment son école qui n'est plus fonctionnelle et qui, par conséquent, empêche les enfants de la zone d'avoir accès à l'éducation.</p> <p><u>Accès humanitaire</u> : Depuis le début du mois de décembre 2016, l'antenne d'un partenaire humanitaire à Mbrès est occupée par un groupe armé rendant extrêmement difficile la mise en œuvre de ses activités. Cet acteur conduisait des activités de sécurité alimentaire et de cantines scolaires dans la sous-préfecture de Mbrès. Toutes ses activités dans la zone sont aujourd'hui suspendues, exposant la population à la sous-production pour la campagne agricole en cours.</p> <p style="text-align: center;">Préfecture de l'Ouham / Sous-préfecture de Batangafo / Batangafo</p> <p><u>Accès humanitaire</u>: Dans la nuit du 8 au 9 janvier, deux personnes armées ont cambriolé la base d'un partenaire humanitaire à Batangafo. Si aucune personne n'a été blessé, les locaux de la base ont été dégradés et du matériel de valeur volé. La Force internationale et le Autorités de l'Etat mènent enquête auprès des groupes armés pour retrouver le matériel dérobé. Ce braquage fait suite à 5 autres cambriolages commis sur les bases des partenaires humanitaires depuis le mois de novembre 2016.</p>	<p>Plaidoyer auprès de la Force internationale pour la sécurisation effective du site Lazare</p> <p>Plaidoyer auprès des groupes armés pour le respect du droit international humanitaire et la libération des bâtiments scolaires</p> <p>Plaidoyer auprès des éléments armés qui occupent cette base pour qu'ils la libèrent au plus vite et permette aux humanitaires de travailler</p>

<p>Zone Est</p>	<p style="text-align: center;">Préfecture de Ouaka / Sous-préfectures de Grimari et Bambari / Grimari et Bambari</p> <p><u>Protection / Education:</u> La zone centre Est et particulièrement la préfecture de la Ouaka a été marquée par une recrudescence d'incidents sécuritaires avec un fort impact sur la situation humanitaire. A Grimari, le secteur de l'éducation est touché avec l'arrivée d'au moins 238 enfants scolarisés déplacés de Bakala. Le manque de fournitures scolaires et d'enseignants ne permet pas d'assurer la prise en charge de tous les enfants qui sont à Grimari. Les mêmes problématiques sont observées à Bambari avec les enfants déplacés en provenance de la même localité.</p> <p style="text-align: center;">Préfecture de Mbomou / Sous-préfecture de Bakouma / Nzako</p> <p><u>Protection / Education:</u> Le 5 janvier, des déplacements de la population de Nzako (60km de Bakouma) ont été rapportés. Des rumeurs d'une nouvelle incursion d'un groupe armé dans le village seraient à l'origine de ces déplacements préventifs. Le taux de fréquentation des écoles a baissé. Les différents acteurs s'organisent depuis Bambari, Bangassou et Bria pour répondre à l'urgence de Nzako.</p> <p style="text-align: center;">Préfecture de la Ouaka / Sous-préfecture de Kouango / Ngakobo</p> <p><u>Protection:</u> Le 30 décembre, à Ngakobo (60km de Bambari), une grenade a explosé dans l'une des tentes du site de déplacés. Cet abri aurait appartenu à un homme affilié à un groupe armé. Un enfant a été blessé dans l'explosion. Cet énième incident dans un site de déplacés souligne l'impérieuse nécessité du respect du caractère civil de ces sites.</p>	<p>Distribution de matériels scolaires à Bambari et Grimari</p>
<p>Zone Ouest</p>	<p style="text-align: center;">Préfecture de l'Ouham-Pende / Sous-préfecture de Ngaoundaye / Village de Touga</p> <p><u>Protection:</u> Le 1^{er} janvier à Touga, un jeune a été tué dans une dispute. La famille de la victime a brûlé 36 maisons provoquant le déplacement d'environ 200 personnes dont 95 se trouvent actuellement dans des familles d'accueils. Les autres personnes déplacées se trouvent à Ngaoundaye centre et sont sans abris. Les premiers besoins rapportés sont en NFIs. En dépit de la présence de groupes armés, la zone est accessible aux acteurs humanitaires.</p> <p style="text-align: center;">Préfecture de l'Ouham-Pende / Sous-préfecture de Bozoum / Village de Bouguiyele</p> <p><u>Accès humanitaire:</u> Le 4 janvier, deux véhicules d'un partenaire humanitaire ont été braqués par des hommes armés à 30km de Bozoum en direction de Paoua. Malgré des tentatives de négociations, les passagers ont été contraints de payer une taxe avant de pouvoir reprendre la route. La présence de groupes armés sur l'axe Paoua-Bozoum continue de restreindre l'espace humanitaire dans cette zone où l'urgence humanitaire est constante. Depuis 3 mois, la quasi-totalité des acteurs intervenant dans les secteurs de la santé, de la sécurité alimentaire et de la protection ont suspendu temporairement leurs activités pour des raisons de sécurité.</p>	<p>Le 15 janvier: mission d'évaluation des besoins humanitaires</p>



Les frontières et les noms indiqués et les désignations employées sur cette carte n'impliquent pas reconnaissance ou acceptation officielle par l'Organisation des Nations Unies.